

Discours de M. Jean-Marc Ayrault
Ministre des Affaires étrangères
et du Développement international
23 mars 2017

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie d'avoir répondu à mon invitation qui mérite quelques explications de ma part. Alors que la France se prépare à des échéances importantes pour son avenir, il m'a paru nécessaire de tirer, un peu plus d'un an après mon arrivée à la tête de ce ministère, les quelques enseignements que je retire de cette expérience passionnante.

S'il en était besoin, les circonstances justifient encore davantage le besoin que je ressens de m'exprimer devant vous. Je participais, hier à Washington, à la ministérielle de la coalition internationale contre Daech qui réunissait 68 pays. C'est au cours de la première séance plénière que les premières nouvelles de l'attentat de Londres nous sont parvenues et ont confirmé l'absolue nécessité du combat que nous menons ensemble contre le terrorisme. Dans ces moments douloureux, j'ai souhaité faire étape à Londres, ce matin, pour exprimer la solidarité de la France au peuple britannique et aux victimes de cette attaque qui, à nouveau, a fauché des vies innocentes et fait de nombreux blessés, y compris trois jeunes Français qui effectuaient un voyage scolaire dans la capitale britannique. La France qui, dans les épreuves qu'elle a traversées ces dernières années, a tant bénéficié de la sympathie de ses partenaires se devait d'être aux côtés du Royaume Uni.

En ce début du 21^{ème} siècle, les certitudes sur lesquelles nous pensions voir reposer l'ordre international sont ébranlées.

Des groupes terroristes comme Daech défient les Etats, au point même d'avoir conquis une assise territoriale.

Le principe de l'intangibilité des frontières, qui est au fondement même de la paix durement acquise après deux guerres mondiales, a été violé sur le continent européen, avec l'annexion de la Crimée par la Russie. En France, certains vont jusqu'à proposer de réexaminer les frontières en Europe, sans apparemment mesurer que cette folie pourrait conduire à la guerre.

Dans toutes les organisations internationales, les valeurs universelles consacrées par les instruments juridiques auxquels les Etats ont souscrit en toute souveraineté sont battues en brèche. Leur portée est attaquée par l'affirmation d'un relativisme selon lequel les traditions

culturelles l'emporteraient sur leur universalité. Elle est également affaiblie par le sentiment que chacun peut finalement échapper à ses obligations. Les engagements collectifs sont tolérés, à la condition que leur mise en œuvre ne fasse pas l'objet d'une réelle surveillance.

Le projet européen est contesté, jusqu'à être remis en cause dans son principe même. La décision du peuple britannique de sortir de l'Union européenne a brisé le tabou de son irréversibilité.

Dans le domaine économique, la tentation du protectionnisme resurgit, menaçant de passer par pertes et profits les efforts, même inachevés, pour promouvoir un commerce fondé sur des règles, des mécanismes transparents de règlement des différends et un principe d'équité. Les inégalités se creusent entre Etats, entre territoires, comme au sein même de nos sociétés.

La contestation se déploie également sur le terrain idéologique. A Munich, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a évoqué un ordre mondial « *post-occidental* », comme si l'occident était responsable de tous les maux.

Pourtant, la Russie n'a-t-elle pas contribué à façonner, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'ordre international dont elle est pleinement partie prenante ? Ne participe-t-elle pas à la gouvernance mondiale qui en est issue, d'abord aux Nations Unies comme dans les enceintes plus récentes, telles que le G20 ? N'a-t-elle pas souscrit, en toute indépendance, à la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 ? N'a-t-elle pas adhéré, alors que rien ne l'y obligeait, au Conseil de l'Europe et au Conseil des droits de l'Homme ?

Cette rhétorique cache, en fait, la tentation d'en revenir à un monde reposant sur les seuls rapports de forces, dans une approche conservatrice et réactionnaire qui valorise le droit du plus fort. C'est parce qu'on se veut puissant qu'on viole le droit international, s'ingère dans les affaires intérieures des pays tiers, remet en cause les frontières, utilise la propagande et fait usage, sans état d'âme, d'un veto provenant directement du système qu'on prend pour cible. Cependant, cette forme d'affirmation de soi n'est probablement qu'une illusion de puissance.

Dans tout cela, que voir d'autre, au fond, qu'une conception rétrograde de la puissance, qu'une nostalgie pour un monde dépassé, sans d'ailleurs bien savoir s'il s'agit de celui de la guerre froide ou du choc des empires, à la façon du 19^{ème} siècle ? « Rétrogression », tel est le terme que j'ai entendu pas plus tard qu'hier d'interlocuteurs américains à Washington. Or, peut-on sérieusement envisager de gérer le monde globalisé qui est le nôtre en se répartissant des zones d'influence, « comme au bon vieux temps » ? Sans même se demander si c'est souhaitable, est-ce seulement possible ?

A ces questions, la France apporte une réponse claire.

Cette réponse est fondée, d'abord, sur un engagement en faveur de la paix et de la sécurité, partout et pour tous. Les droits fondamentaux et leur universalité sont au cœur de notre identité. La détermination de la France à les défendre, avec conviction mais sans donner de leçons, n'est pas contraire à nos intérêts. Elle contribue, en fait, à leur promotion. Parce que ces valeurs ne sont pas des utopies irréalistes, mais des principes d'action.

Naturellement, défendre des valeurs ne signifie pas que notre diplomatie se résume à d'aimables conversations avec ceux qui les partagent. Nous ne sommes pas naïfs. La France sait parfaitement que la voie du dialogue est exigeante, car il ne suffit pas de se parler pour spontanément tomber d'accord. Mais, la force de la France c'est sa capacité à ne jamais renoncer et à parler à tout le monde, y compris à ses interlocuteurs les plus difficiles. C'est, par exemple, ce que je fais en permanence avec la Russie.

La France est aussi guidée par le principe de responsabilité, parce qu'elle connaît le prix des conflits et les ravages de la guerre. Je crois profondément que la société internationale implique, comme dans chacun de nos pays, un équilibre entre droits et obligations. C'est parce qu'un pays est prêt à assumer son devoir, qu'il peut jouer un rôle dans le concert des Nations. C'est tout le contraire du « *moi d'abord* », qui est peut-être un slogan électoral séduisant, mais qui risque de fermer toute possibilité de définir un intérêt commun autour duquel organiser le monde. C'est cette démarche qui a été, soixante années durant, au cœur du projet européen, qui a avancé grâce à la recherche permanente d'un équilibre entre avantages et contraintes, responsabilité et solidarité. Je ne vois pas d'autre méthode pour construire un monde plus sûr, car plus juste et reposant sur la primauté du droit et non sur la loi du plus fort.

Cette ambition, elle continue à nous animer en 2017 face aux crises qui agitent le monde. Il nous faut réagir contre la paralysie des enceintes internationales, y compris celles qui sont censées veiller à la paix et à la sécurité internationales. Je pense bien sûr au blocage du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dont le peuple syrien fait les frais depuis trop longtemps. Les raisons nous les connaissons. Elles renvoient au jeu traditionnel de puissances incapables de voir au-delà de leurs intérêts immédiats.

Dans la crise syrienne, force est de reconnaître que la constance et la détermination de la France n'ont pas permis d'enrayer la spirale de la violence. Cet échec, c'est celui de la communauté internationale dans son ensemble. Mais, là encore, il n'est pas question de se résigner ou de renoncer. Après tant de morts et d'atrocités, tous les acteurs devront se rendre à l'évidence que la paix et la stabilité ne pourront revenir en Syrie que si une transition politique crédible est mise en œuvre. C'est pourquoi il faut tout faire pour que le

fil tenu des négociations qui ont repris à Genève, sous l'égide des Nations Unies, ne soit pas rompu. Il faut persévérer.

Cette même conception étriquée des intérêts nationaux n'est pas l'apanage des puissances. Elle a notamment conduit certains Européens à s'affranchir de leur devoir de solidarité dans la crise des réfugiés. Chaque fois et partout, le repli sur soi est la solution de facilité. C'est pourquoi il est si important d'expliquer et de susciter l'adhésion aux objectifs de notre politique étrangère. C'est vrai dans les enceintes internationales, mais cela commence chez nous, auprès de notre Parlement et de notre peuple.

Face à l'accumulation des dangers, la France demeure une puissance de paix. Cela ne veut pas dire qu'elle fait preuve de faiblesse. Face à la menace terroriste, la France a ainsi pris ses responsabilités, y compris en ayant recours à l'option militaire qui devient nécessaire lorsqu'il n'y en a plus d'autres. La grandeur de la France, c'est aussi sa capacité à user de la force lorsque c'est au service d'objectifs légitimes et en conformité avec ses valeurs. Elle s'en est donnée les moyens.

Au Mali, la France est intervenue dans l'urgence, mais dans le respect du droit international, pour empêcher que des groupes terroristes s'emparent d'un pays tout entier et menacent l'Afrique de l'Ouest. En Centrafrique, les tensions intercommunautaires étaient sur le point d'entraîner des massacres de masse. L'opération Sangaris a permis d'éviter une catastrophe humanitaire et ouvert une perspective de stabilisation, de réconciliation et de reconstruction. Au Moyen-Orient, la France est pleinement engagée dans la coalition internationale avec la volonté de vaincre Daech. En Syrie, en 2013, nos partenaires américain et britannique n'ont pas voulu ou pas pu tirer les conséquences du franchissement de la ligne rouge que constituait l'utilisation des armes chimiques.

Jamais, l'action militaire n'est cependant une fin en soi. Chaque fois, elle doit se prolonger par une action politique, pour permettre des élections, le retour de la démocratie et de la sécurité, la lutte contre l'impunité et la reprise d'un processus de développement durable. Chaque fois, la France donne le signal de la mobilisation internationale et européenne, en soutien à une approche globale. Tant il est démontré qu'il ne peut y avoir de stabilité à long terme sans solution politique et sans réponse à l'aspiration des peuples à une prospérité partagée.

Face au défi sécuritaire, une tentation existe de concentrer les moyens sur l'outil de défense et de considérer l'effort de solidarité comme un luxe inutile. C'est toute la portée du débat budgétaire qui commence outre-Atlantique. D'ores et déjà, les coupes ont commencé dans le soutien aux ONG actives dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, alors que la transition démographique demeure un défi dans de nombreux pays. Les Etats-Unis avaient

pourtant bien compris, après la seconde guerre mondiale, l'intérêt qu'il y avait à investir massivement dans la reconstruction de l'Europe.

L'aide publique au développement est plus que jamais indispensable pour faire face aux désordres du monde. Et, c'est bien pourquoi le Président de la République a décidé d'augmenter les financements pour le développement de 4 milliards d'euros d'ici 2020, pour les prêts, et de 400 millions, pour les dons. Il n'y a pas de temps à perdre et, dès 2017, l'APD de la France augmente de 365M€, par rapport à 2016.

Les objectifs du développement durable, qui ont été unanimement approuvés en septembre 2015, nous engagent. Leur atteinte appelle une mobilisation qui ne peut pas attendre. C'est la condition du succès des efforts entrepris pour lutter contre la pauvreté, notamment en Afrique, ce continent de toutes les opportunités, mais aussi de tous les défis.

De même, le « soft power », la diplomatie économique ou la diplomatie d'influence, ne sont pas des lubies inutiles qui nous détourneraient d'un soi-disant « cœur de métier ». Car la compétition mondiale nous oblige à ne rien laisser au hasard. Elle implique de renforcer notre capacité à exercer une influence sur le jeu de tous les acteurs, les Etats, les organisations internationales, les entreprises, la société civile ou les territoires. Elle nécessite de les faire interagir. Un exemple : c'est aussi en assurant la promotion de notre culture et de notre langue que nous renforçons l'attractivité de la France aux yeux des entreprises qui veulent investir dans notre pays. C'est le sens de la diplomatie globale que nous avons méthodiquement construite pendant cinq ans, que nous avons dotée d'opérateurs de l'Etat en ordre de marche et que nous avons favorisée par une modernisation sans précédent de notre outil diplomatique.

Je l'ai dit, les principes et les valeurs sont notre boussole. Ils font notre force. Mais ces principes ne valent que s'ils sont débattus et défendus, de bonne foi, dans les enceintes multilatérales. Il faut, pour cela, plutôt que de chercher à affaiblir sans cesse ces organisations, les réformer et les adapter aux nouvelles réalités du monde.

La France croit en la valeur de l'action collective. C'est parce que nous avons uni nos forces que nous sommes parvenus à encadrer et à repousser la menace nucléaire iranienne. Je suis convaincu que nous pouvons, de la même manière, amener l'Iran à jouer un rôle positif au Moyen Orient. C'est aussi de cette manière que nous apporterons des réponses, trop longtemps renvoyées à plus tard, aux difficultés d'une région profondément divisées. Je pense naturellement à l'indispensable création d'un Etat palestinien, vivant côte à côte en paix et en sécurité avec Israël. Et, c'est le sens que la France a souhaité donner aux deux conférences qu'elle a consacrées à la solution des deux Etats. Nous y arriverons tous ensemble. Pas en passant des « deals » séparés à quelques uns, dont on voit mal comment ils pourraient traiter, de manière cohérente, les différentes facettes d'un même problème.

Les défis auxquels nous sommes confrontés ne seront relevés qu'avec nos partenaires, sans rien abdiquer de notre indépendance et de notre autonomie. Il nous faut donc inventer de nouvelles méthodes, tout en restant fidèles à ce que nous sommes. La France entend montrer qu'il est non seulement possible, mais plus que jamais indispensable de donner vie à de grandes ambitions collectives.

La négociation de l'Accord de Paris a été l'illustration de la capacité de la diplomatie à mobiliser, à tisser des liens partout dans le monde, à impliquer tous les acteurs et à trouver, par la négociation, le bon équilibre. Le 12 décembre 2015 est une grande date pour l'humanité et l'Accord de Paris un accord historique. Historique parce que, pour la première fois dans l'histoire, 195 pays se sont entendus sur un cadre universel et ambitieux pour sauver notre planète. Historique, parce que, moins d'un an après son adoption, il est entré en vigueur et a enclenché la transformation de nos modèles économiques et de nos sociétés. Historique, enfin, parce que susceptible d'être une référence pour les négociations internationales à venir.

Ce succès est celui du multilatéralisme, qui est incontournable face à des enjeux globaux qui appellent plus, pas moins, de coopération internationale. Là où il pouvait traditionnellement organiser les relations entre les Etats, le multilatéralisme doit aujourd'hui bâtir des ponts entre les sociétés. Les avancées de la mondialisation nous obligent, en effet, à prendre des décisions collectives qui ont un impact direct sur nos ordres internes, nos économies et nos tissus sociaux. Il en découle une tension entre nécessité de ces solutions communes et respect de la souveraineté. C'est cette tension qui explique que beaucoup sont tentés de dire : « *nous avons fait fausse route* », « *le multilatéralisme ne mène nulle part* », « *il faut revenir en arrière* ». Mais, quelle est l'alternative ? L'unilatéralisme, le protectionnisme, la construction de murs ? Toutes ces approches ont déjà été tentées et nous savons où elles conduisent. Comme le disait si bien François Mitterrand, « le nationalisme, c'est la guerre ! »

Alors, n'oublions pas les leçons du passé. Et tenons compte de la réalité du monde qui nous oblige à redoubler d'efforts pour bâtir une gouvernance mondiale où chacun puisse trouver sa place.

Cette entreprise, la France a vocation à s'y atteler avec énergie, pour toutes les raisons que j'ai déjà rappelées, son histoire, son identité et ses valeurs. Là encore, notre capacité à dialoguer avec tout le monde est un formidable atout.

S'agissant de l'Afrique, nos relations sont marquées par notre fidélité, notamment en matière de sécurité. Elles s'appuient également sur un engagement aujourd'hui renouvelé à approfondir notre partenariat, dans la transparence, la démocratie et la promotion du développement économique de ce continent en croissance.

C'est aussi le sens de l'investissement sans précédent que nous avons consenti ces dernières années, pour tisser des liens de confiance avec nos partenaires en Amérique latine, comme en Asie, de la Chine à l'Inde, en passant par le Japon et l'ASEAN.

Cette entreprise, je sais combien elle est exigeante, notamment face à une nouvelle administration américaine qui est tentée par une toute autre aventure. Mais, j'ai aussi confiance dans la solidité du lien transatlantique et dans la grande démocratie que sont les Etats-Unis. D'ores et déjà, la valeur de l'OTAN a été réaffirmée et il n'y a rien de choquant à ce que les Européens soient encouragés à prendre davantage leur sécurité en mains, en mettant en œuvre l'engagement qu'ils ont pris eux-mêmes, au plus haut niveau en 2014, à consacrer 2% de leur revenu national à la défense. Sur les autres enjeux, ne renonçons pas à convaincre les Américains que l'isolationnisme va à l'encontre de leurs intérêts.

Je vois bien que la tâche peut paraître immense et hors de portée. Mais, l'Europe, en énonçant avec clarté ses objectifs, peut faire la différence.

Cette semaine, l'Union européenne célèbre le 60^{ème} anniversaire de la signature du traité de Rome. C'est le moment de jeter un regard rétrospectif sur l'histoire singulière qui en est résultée. Qui, parmi tous ceux qui se trouvaient ce jour-là dans la salle des Horaces et des Curiaces du Capitole, aurait pu imaginer que, 60 ans plus tard, le continent serait enfin unifié ? Que la démocratie et l'Etat de droit seraient devenus la norme ? Que l'initiative « empirique », comme la qualifiait la presse de l'époque, serait devenue une construction aussi élaborée ?

Dans ce moment d'incertitude, cet anniversaire doit être l'occasion pour les Européens de réaffirmer les valeurs et les principes qui ont fondé leur aventure collective. Le 25 mars doit permettre de rappeler, sans naïveté, ni angélisme, les réalisations de ces soixante dernières années.

La première d'entre elles, la paix entre les nations européennes, est devenue l'évidence. On ne la voit plus tant elle fait partie de notre quotidien. C'est très bien. C'était l'objectif. Mais, il y a aussi un mérite à s'en souvenir. Notamment pour ceux d'entre nous, les plus jeunes, qui sont désormais les dépositaires de la volonté des pères fondateurs qui ont su, si peu de temps après la fin de la Seconde guerre mondiale, faire le pari de la réconciliation.

L'Europe c'est aussi le succès de la construction d'un espace sans barrière, dans lequel les citoyens peuvent vivre, travailler, se déplacer et, partout, bénéficier de droits, de libertés et d'opportunités sans équivalent : droit à des normes sociales et environnementales assurant le plus haut niveau de protection au monde ; bénéfice des réalisations communes qui ont fait de l'Europe, avec Airbus, la sonde Rosetta ou Galileo, pour ne citer que quelques

exemples, un continent tourné vers l'avenir ; opportunités offertes par la première puissance économique et commerciale.

Mais cet anniversaire doit aussi permettre d'entendre les critiques et les doutes qui traversent l'Union européenne.

Depuis une dizaine d'années, l'Europe a fait face à une succession de crises, de natures différentes. La crise des « sub-primes » s'est rapidement transformée en une crise financière internationale, puis en une crise économique qui a accéléré les mutations de notre modèle et en a accentué les fragilités, au détriment des plus vulnérables. Les conflits dans notre voisinage immédiat, à l'Est comme au Sud, ont eu un impact direct sur nos sociétés, du fait de l'afflux sans précédent de réfugiés ou de l'accroissement de la menace sécuritaire.

Dans ces deux cas, l'Europe a donc été confrontée à des défis extérieurs et à une absence de mécanismes internationaux susceptibles de les prendre en charge, faute d'une régulation suffisante du secteur financier ou d'une action adaptée de la communauté internationale. Alors qu'elle avait été conçue comme un projet centré sur le continent européen et son unification par la production de normes, l'Union européenne s'est brutalement retrouvée face au grand vent de la mondialisation et précipitée dans le jeu des puissances mondiales. Elle est donc aujourd'hui contrainte de s'adapter à ce nouveau rôle auquel elle était mal préparée.

Et c'est cette évolution qui suscite inquiétude et confusion. Au point que certains considèrent par facilité que l'Europe est elle-même le problème, alors que son principal défaut réside dans son insuffisante capacité à y apporter des réponses. C'est sans doute cette confusion qui a conduit le Royaume Uni, où le projet européen avait longtemps servi de bouc-émissaire, ne l'oublions pas, à décider de sortir de l'Union européenne.

Il faut donc entendre les critiques, comprendre les griefs, écouter les insatisfactions. Mais il faut, aussi, décrypter le monde et reconnaître que, face à ses désordres, l'Union européenne est la mieux à même de mettre en œuvre les politiques qui peuvent apporter aux Européens la protection à laquelle ils aspirent.

C'est ce que nous avons commencé à faire en créant un corps européen de garde-frontières, en réorientant la politique économique vers une meilleure prise en compte des situations conjoncturelles des Etats membres, en préservant l'intégrité de la zone euro ou en mettant en place de nouveaux instruments en faveur de l'investissement et de l'emploi. C'est ce que nous avons commencé à faire en relançant la construction d'une Europe de la défense susceptible de permettre à notre continent, en complémentarité avec l'OTAN, d'assurer son autonomie stratégique.

Cette action, il faut la poursuivre. C'est l'autre enjeu de la réunion de Rome : définir, pour les prochaines années, la direction que les Européens veulent emprunter ensemble. Les questions sont au fond les mêmes que celles que les signataires du traité avaient à l'esprit : que voulons-nous faire ensemble ? Et comment voulons-nous le faire ?

A ces questions, il faut des réponses simples : assurer la sécurité des Européens, retrouver les chemins d'une prospérité durable, conforter et affirmer le modèle européen de société, permettre à l'Europe de peser et de devenir la puissance régulatrice dont le monde a besoin.

Le malaise ressenti par les peuples face à la mondialisation appelle des remèdes. Le libre-échange doit pouvoir être régulé et maîtrisée de manière à assurer des bénéfices équitables à tous, dans le respect des préférences collectives, de la réciprocité et d'une concurrence loyale. En un mot, il faut « civiliser » la mondialisation.

A l'heure où les Etats-Unis annoncent la renégociation ou le retrait d'accords qu'ils avaient acceptés, qui est en mesure de promouvoir ce juste échange ? Ni la France seule, ni même l'Allemagne. Il n'y a que l'Union européenne qui puisse répondre efficacement à cette urgence en donnant à chacune de nos nations plus de poids et plus de force pour peser dans cette nouvelle étape historique. N'est-ce pas le meilleur chemin pour défendre vraiment notre souveraineté ?

De même, il faut absolument poursuivre la régulation des marchés financiers afin de ne pas voir resurgir demain les mêmes causes qui avaient engendré, hier, la crise des « subprimes ».

Les prochains mois seront donc cruciaux pour l'avenir du projet européen. L'Union européenne devra organiser la séparation d'avec l'un de ses membres, pour la première fois de son histoire. Cette négociation devra être conduite conformément aux principes posés au cours des derniers mois, dans un esprit de coopération et dans le respect de l'intérêt européen. Dans le même temps, elle devra tracer le chemin qui permettra son renforcement et sa projection dans l'avenir.

Je ne crois pas qu'elle y parviendra en consacrant de l'énergie au mécano institutionnel : les uns proposent de négocier un nouveau traité, les autres d'en sortir. Je pense, au contraire, que les traités actuels permettent de mettre en œuvre les politiques dont nous avons besoin. Leur réouverture ne ferait que courir le risque d'offrir à ceux qui sont tentés de défaire notre Union un moyen d'atteindre leur objectif. Il ne faudrait pas que le débat institutionnel devienne un prétexte politique.

Je propose plutôt de consacrer nos forces à des ambitions concrètes.

En matière de sécurité, nous avons mis en place des instruments nouveaux, le PNR, l'interconnexion des fichiers, la gestion commune des frontières extérieures... Mettons-les en œuvre et tirons en tout le bénéfice.

Dans le domaine économique, les moyens d'un renforcement de la zone euro sont connus. Ils n'exigent pas, dans l'immédiat, de refonte institutionnelle. En revanche, faisons davantage en faveur de l'investissement et des projets d'intérêt commun, à commencer par la transition énergétique et la révolution numérique. C'est ainsi que l'Union européenne restera à la pointe de l'innovation et des technologies vertes, où se trouvent les gisements de la croissance de demain.

En matières fiscale et sociale, les Européens ne comprennent pas que l'Europe n'ait pas encore trouvé les moyens de les protéger des pratiques déloyales qui entraînent un nivellement par le bas. Travaillons donc à renforcer l'Europe sociale et à améliorer la convergence fiscale. C'est pourquoi je suis toujours étonné d'entendre les appels à supprimer la directive sur le détachement des travailleurs, dont l'objectif est d'organiser la libre-circulation afin d'en éviter les possibles dérives. La solution est donc bien d'améliorer ce cadre afin de permettre une lutte plus efficace contre la fraude.

Faisons en sorte que l'Europe, j'y insiste, soit capable de demeurer une référence, un point d'ancrage pour le reste du monde, en pesant de tout son poids en faveur de l'organisation des échanges sur une base régulée, réciproque et équitable.

Face à la crise des réfugiés et au phénomène migratoire, renforçons notre partenariat avec les pays d'origine et de transit et apportons des remèdes aux causes profondes des migrations par une mobilisation accrue de l'Union européenne en faveur du développement, notamment du continent africain.

Sachons enfin laisser la possibilité à chacun d'avancer à son rythme. C'est le sens d'une Europe différenciée qui ne vise pas à exclure, mais à permettre de nouvelles avancées entre les pays qui y sont prêts, alors que d'autres pourront les rejoindre ultérieurement. Comme en 1957, l'Allemagne et la France devront jouer leur rôle d'impulsion : non comme un directoire, mais comme un laboratoire des progrès qu'il est possible d'accomplir ensemble.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui comme hier, le repli sur soi et la peur n'apportent aucune solution. Nos nations sont un socle fondamental mais, isolées, elles sont impuissantes. L'idée d'une souveraineté sans partage est un leurre. La coopération européenne et internationale est donc plus vitale que jamais.

Le monde dans lequel la France évoluera au cours des prochaines décennies est un monde incertain, un monde de compétition. Mais c'est aussi un monde où la France doit faire entendre sa voix. Elle peut le faire pour autant qu'elle reste fidèle à ce qu'elle est, engagée en Europe et qu'elle ne renonce jamais à jouer le rôle qu'elle a hérité de son histoire.

Certains évoquent une France impuissante, une France absente. Si le débat démocratique a toute son importance, pourquoi devrait-il donner lieu au rabaissement de notre pays ? Pour ma part, j'ai confiance dans ses capacités et dans ses atouts. Et, je constate que, partout dans le monde, la France est écoutée et respectée. Son point de vue et ses initiatives sont attendus et ils comptent. Oui, la République française a quelque chose à dire au monde. Soyons conscients de la force que cela représente.

Alors, conservons entière nos ambitions. Concrétisons les avec nos partenaires européens et tous ceux dans le monde, gouvernements et société civile, qu'il nous revient de mobiliser. Construisons les alliances dont le monde a besoin. Tel est, à mon sens, l'horizon pour notre diplomatie.

Je vous remercie.